Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

7 mai 2004
N°115 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

UN FUSIBLE SAUTE

L'échec de la « com » états-unienne

Margaret DeB. Tutwiler a démissionné de ses fonctions de sous-secrétaire d'État à la propagande après le scandale des photographies de cercueils de GI's morts en Irak et de tortures à la prison d'Abou Gharib. Washington, qui avait fondé de grands espoirs dans ses compagnes de communication en direction du monde arabe, ne sait plus comment restaurer son image. Des millions de dollars ont été dépensés en vain depuis les attentats du 11 septembre : les États-Unis ne parviennent pas à la fois à mener leur guerre des civilisations et à se faire aimer de leurs victimes. L'Empire refuse d'assumer son cynisme et veut encore se persuader qu'il incarne le Bien aux yeux de l'humanité.

page 2

A-t-on trouvé le nouveau dictateur irakien ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Daniel Pipes préconise depuis la chute de Bagdad l'installation d'un régime fantoche fort, favorable à Washington et à Tel-Aviv. Il annonce avoir trouvé le dictateur idéal : l'ex-major général Jassim Mohammed Saleh al-Dulaimi ; un militaire de l'ancien régime, assez dur mais pas compromis dans des crimes monstrueux, populaire dans son pays et docile face à la Coalition. Cependant, le général Myers semblerait lui préférer Mohammed Latif que l'on dit agent des services britanniques.

page 6

REPÈRE : 7 MAI 1955

« Un mec qui est stone ne pose pas de bombes »

Obsédée par les méthodes de manipulation mentale et de guerre psychologique utilisées par les officiers politiques soviétiques, nazis et chinois, la CIA demande, le 7 mai 1955 au président Eisenhower la mise en place d'un projet de création de drogues permettant de modifier l'état de conscience des personnes. Il se base sur les travaux du chimiste Hofman, découvreur en 1943, du LSD. Avec l'Operation Midnight Climax, la CIA teste des drogues dans des maisons-closes et des bars de San Francisco tandis que des agents observent les réactions des cobayes. George Hunter White, qui supervise l'opération, formera également Ronald Stark, célèbre hippie, mais surtout principal dealer de la Côte Ouest... et agent officiel de la CIA. En 1968, Stark est d'ailleurs envoyé en Italie pour infiltrer les Brigades Rouges et les convertir à l'aventure intérieure. Hoover, le patron du FBI dira prosaïquement : « *Un mec qui est stone ne pose pas de bombes et se tient tranquille. Il faut développer ça !* »

AURORE NOIRE SUR BRUXELLES

Une simulation d'une attentat nucléaire a été conduite, le 4 mai à Bruxelles, avec le soutien logistique de l'OTAN par la NTI (Nuclear Threat Initiative, Initiative contre la menace nucléaire), une association co-présidée par l'ancien sénateur démocrate Sam Nunn et le patron de CNN Ted Turner. Le scénario coule de source : des agents d'Al Qaïda acquièrent de l'uranium hautement enrichi auprès de réacteurs de recherche civils, construisent un dispositif nucléaire artisanal et font détonner le tout près du quartier général de l'OTAN avec l'aide de leurs cellules dormantes,« *virtuellement présentes dans toute l'Europe* ». On dénombre 40.000 morts, 300.000 blessés, sans compter les victimes du nuage radioactif qui dériverait ensuite au-dessus de l'Europe. Pour cet exercice gentiment baptisé « *Aurore noire* », étaient notamment présents des ambassadeurs auprès de l'Union européenne, le haut représentant pour le politique étrangère de l'UE, Javier Solana, accompagné de son nouveau coordinateur anti-terroriste, Gijs De Vries, et le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jaap de Hoop Scheffer.

Un fusible saute

L'échec de la « com » états-unienne

Margaret DeB. Tutwiler a démissionné de ses fonctions de sous-secrétaire d'État à la propagande après le scandale des photographies de cercueils de GI's morts en Irak et de tortures à la prison d'Abou Gharib. Washington, qui avait fondé de grands espoirs dans ses compagnes de communication en direction du monde arabe, ne sait plus comment restaurer son image. Des millions de dollars ont été dépensés en vain depuis les attentats du 11 septembre : les États-Unis ne parviennent pas à la fois à mener leur guerre des civilisations et à se faire aimer de leurs victimes. L'Empire refuse d'assumer son cynisme et veut encore se persuader qu'il incarne le Bien aux yeux de l'humanité.

Magaret DeB. Tutwiler a jeté l'éponge. Dans un bref communiqué, elle a annoncé qu'elle démissionnait de son poste de sous-secrétaire d'État en charge de la Diplomatie publique pour devenir directrice de la communication de la Bourse de New York. Depuis quatre mois et demi, elle tentait de « vendre » l'image des États-Unis au monde en général et au public arabe en particulier. Mais les conflits bureaucratiques, les incohérences stratégiques et surtout les photographies de cercueils de GI's et de tortures à Abou Gharib ont eu raison de sa patience. Des millions de dollars ne peuvent masquer la réalité de la politique étrangère de Washington.

Il est peu probable que Colin L. Powell parvienne à pourvoir le poste. Déjà, Charlotte Beers, la célèbre publicitaire du riz Uncle Bens, avait abandonné ses

Margaret DeB. Tutwiler

fonctions à l'issue d'une année de mandat et il avait fallu plusieurs mois pour la remplacer. Personne ne souhaite plus jouer les kamikazes : tout effort se retourne contre celui qui l'entreprend. Ainsi, Madame Tutwiler avait-elle organisé, il y a quelques mois, une visite guidée de la prison d'Abou Gharib à l'attention des journalistes. Il s'agissait d'illustrer la libération de l'Irak en montrant la normalisation d'une prison qui avait été un symbole de la dictature de Saddam Hussein. L'agent de relations publiques expliqua à la presse que l'on se sentait si bien dans cette prison depuis qu'elle était tenue par la Coalition que certains détenus ne voulaient plus en partir. Mais voilà, c'était toujours un centre de torture et Madame Tutwiler était la seule à ne pas le savoir. Les photos des sévices administrés par la 800e brigade ont été reprises dans la presse avec les commentaires anachroniques du service de relations publiques.

Prisonnier irakien détenus et torturé par l'armée des Etats-Unis dans la prison d'Abou Gharib
(Voir les photos)

Le problème est plus profond qu'il n'y paraît : la politique de Washington est le fruit d'un équilibre instable entre groupes de pression. Sur tous les sujets, il n'y a donc pas une stratégie, mais plusieurs, qui sont conduites parallèlement. Selon les moments, c'est tel ou tel groupe qui l'emporte. Or, on ne peut « vendre » ces atermoiements à l'opinion publique internationale. La seule stratégie à long terme, acceptée par toutes les composantes du pouvoir, c'est la domination impériale. Mais, par définition, la domination s'impose par la force et aucune publicité ne peut la rendre séduisante.

On sait aujourd'hui qu'un Comité politique de coordination de la stratégie de communication (Strategic Communication Policy Coordinating Committee - SCPCC) a été créé au sein du Conseil de sécurité nationale, le 10 septembre 2002. Il est co-présidé par la sous-secrétaire d'État à la Diplomatie publique (Mesdames Beers, puis Tutwiler) et l'assistante spéciale du président pour la Démocratie, les Droits de l'homme et les Opérations internationales (Madame Shirin Tahir-Kheli). Y siègent le responsable de la lutte anti-terroriste au Conseil national de sécurité, le responsable de la communication de la Maison-

Blanche et la patron du Bureau de la communication globale de la Coalition. Dans la pratique, ce comité ne s'est réuni qu'une fois par trimestre et n'a pris aucune décision. Comme à l'accoutumée, loin de renforcer la coordination entre agences, la « réunionite » n'a fait qu'exacerber les rivalités bureaucratiques.

Le département d'État a atteint un rare niveau d'inefficacité, qui n'est dépassé que par le Pentagone. Il y a toujours eu une contradiction entre la diplomatie classique, qui s'adresse aux États, et la diplomatie publique (ou propagande), qui s'adresse aux opinions publiques. Pour ne pas perdre sa crédibilité en tenant un double discours, le secrétaire d'État John Foster Dulles avait, en 1953, externalisé la communication en créant une agence autonome, l'USIA. Mais au moment de la guerre du Kosovo, la propagande s'est confondue avec la diplomatie classique : la secrétaire d'État Madeleine K. Albright a intoxiqué pareillement États alliés et opinions publiques. Du coup, sous la pression du sénateur Jesse Helms qui voulait faire des économies budgétaires, on a réintégré l'USIA dans le département d'État et l'on a licencié au passage la moitié des effectifs. Mais depuis l'invasion de l'Irak, les opinions publiques sont entrées en décalage d'avec les gouvernements et le département d'État se retrouve à nouveau à développer un double langage. En outre, les personnels de la *Voix de l'Amérique* et autres médias officiels ont acquis avec le temps un statut de journalistes indépendants via l'instauration d'une autre agence, le Conseil des gouverneurs de la diffusion (Broadcasting Board of Governors - BBG). Certains journalistes prennent un malin plaisir à critiquer à l'antenne l'action de leur gouvernement, laissant entrevoir des contradictions internes qui pulvérisent le message général. Bref, ça coûte très cher et c'est contre-productif.

La Maison-Blanche n'est pas plus claire. Elle a deux services de communication : le premier pour la présidence, le second pour la Coalition. Ou plutôt pour entretenir la fiction de l'existence d'une Coalition d'États libres et égaux qui défendent ensemble le Bien du monde, quant il n'y a que des supplétifs de l'Empire. Le lecteur observera avec stupéfaction que le Bureau des Communications globales de la Coalition apparaît comme une rubrique du serveur internet de la Maison-Blanche, mais est inconnu des autres États de la « Coalition ».

Enfin, le département de la Défense mène quatre type de communication externe : des opérations d'information (IO) pour perturber les adversaires ; des relations publiques (PA) pour vanter la qualité de son travail ; des opérations psychologiques (PSYOPS) pour intoxiquer, démoraliser ou manipuler ; et de la dissémination d'information pour imposer ses propres analyses. Chaque service travaille de manière cloisonnée et empiète régulièrement sur le champ d'activité des autres.

Dans la cacophonie ambiante, la fonction de Margaret DeB. Tutwiler sera assurée par interim par Patricia S. Harrison, l'assistante du secrétaire d'État pour l'Éducation et la Culture. Elle ne devrait surtout rien faire. Cette vacance de l'autorité devrait être immédiatement profitable au département de la Défense. On sait que l'ancien Bureau d'influence stratégique, qui fut utilisé pour manipuler à l'échelle mondiale le choc du 11 septembre, a été officiellement dissous et officieusement reconstitué. Donald Rumsfeld aura donc à nouveau les mains libres.

Patricia S. Harrison

Les malheurs de la communication états-unienne montrent aussi que, contrairement aux objectifs assignés, la machine à mensonge est aujourd'hui prioritairement utilisée pour intoxiquer l'opinion publique intérieure sur les sujets qui font consensus dans la classe dirigeante, et non pas pour vendre l'image des États-Unis à l'étranger. C'est un processus caractéristique des régimes totalitaires.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

A-t-on trouvé le nouveau dictateur irakien ?

Analyse

Le coup est rude : John O'Neill, qui succéda au Vietnam au commandement du capitaine John Kerry, met en cause publiquement les capacités du candidat démocrate. Dans une conférence de presse, M. O'Neill, un proche de George Bush père, s'est présenté comme le porte-parole d'un groupe de près de 200 vétérans du Vietnam ayant servi sous les ordres de Kerry. Il a mis en cause le glorieux passé du héros, affirmant document médical à l'appui que l'une de ses médailles pour blessures de guerre a été obtenue par fraude à la suite d'une blessure accidentelle. Dans le *Wall Street Journal*, O'Neill rappelle les activités de Kerry pour dénoncer la torture au Vietnam, c'est-à-dire pour accuser ses compagnons d'armes de crimes. Du coup, ce n'est plus Bush qui doit répondre des tortures en Irak, c'est Kerry qui doit choisir son camp : pour ou contre l'honneur des armées.

James Woolsey et Rachel K. Belton décrivent la complexité d'un monde interdépendant dans le *Los Angeles Times*. Ils en concluent que les États-Unis doivent totalement repenser leur organisation pour faire face au terrorisme. Le problème est que 85% des infrastructures y sont privées. Les deux auteurs appellent donc de leurs vœux une collaboration entre les entreprises et l'État fédéral. Au-delà des déclarations d'intention, tout cela ressemble fort à la justification maladroite d'un virage idéologique favorable à un État fort. Ce serait donc parce que le monde est devenu moderne que les États-Unis devraient changer d'idéal et devenir étatistes, pour défendre le libéralisme anti-étatiste bien sûr.

Le Figaro publie des extraits du dernier livre de Robert Kagan, dont la traduction française paraît aujourd'hui. Il souligne que si les États-Unis

disposent seuls de la force, ils ont besoin du soutien des grandes nations démocratiques et libérales européennes pour prétendre à la légitimité de l'usage de leur force. Or, on assiste à un schisme qui porte sur l'identification des menaces : pour les États-Unis, il faut faire face au terrorisme et aux armes de destruction massive, tandis que les Européens craignent l'unipolarité. Le lecteur sera frappé de l'illogisme de M. Kagan selon lequel le libéralisme (au sens philosophique) est une valeur commune aux États-uniens et aux Européens, mais que ces derniers ont tort de s'inquiéter de l'unipolarité du monde. Or, le libéralisme, c'est-à-dire la doctrine de la liberté, postule que nul ne doit se trouver en situation hégémonique pour que chacun puisse jouir de sa liberté. Appliquée au domaine économique, cette philosophie conduit à interdire les cartels pour garantir la libre-concurrence. Appliquée aux relations internationales, elle interdit les empires. En réalité, M. Kagan est le co-fondateur du Projet pour un nouveau siècle américain, association dont l'objectif explicite est de placer le monde sous la tutelle de la *Pax Americana*.
Daniel Pipes, qui milita pour l'invasion de l'Irak, mais pas pour son occupation et sa démocratisation, préconise depuis la chute de Bagdad l'installation d'un régime fantoche fort, favorable à Washington et à Tel-Aviv. Dans le *Jerusalem Post*, il annonce avoir trouvé le dictateur idéal : ce pourrait être l'ex-major général Jassim Mohammed Saleh al-Dulaimi ; un militaire de l'ancien régime, assez dur mais pas compromis dans des crimes monstrueux, populaire dans son pays et docile face à la Coalition. Cependant, le général Myers semblerait lui préférer Mohammed Latif que l'on dit agent des services britanniques. Peu importe tant que l'on met en œuvre cette sortie du bourbier et que l'on libère les forces militaires utiles à d'autres aventures.

Alfred Stepan et Aqil Shah observent dans le *Washington Post* que les États-Unis soutiennent le général Musharraf au Pakistan parce qu'ils le voient comme un rempart contre l'islamisme. Or, en interdisant les partis démocratiques, Musharraf et ses généraux ont précisément provoqué le développement de l'islamisme comme le montrent les résultats électoraux. Il est tant de changer d'allié.
Enfin, Dans le *Los Angeles Times*, Uri Avnery accuse Ariel Sharon d'avoir créé de toutes pièces le mouvement des colons et d'en être désormais la victime. Le Premier ministre aurait créé un Golem comme le rabbin de la légende. Son échec lors du congrès du Likoud révèle à tous la réalité.

Réseau Voltaire

John O'Neill

Issu d'une famille de militaires, John O'Neill est un vétéran décoré du Vietnam ayant servi dans la 11ième division côtière. Après son engagement au Vietnam, il fut choisi par Richard Nixon pour mener une campagne médiatique contre les mouvements pacifistes s'opposant à la guerre du Vietnam. Par la suite, il fut avocat au Texas et a eu George Bush père pour client.

« Inapte à diriger »

Source : Wall Street Journal
Référence : « Unfit for Office », par John O'Neill, *Wall Street Journal*, 4 mai 2004.

En 1971, j'avais débattu à la télévision avec John Kerry, alors qu'il était le porte parole des « Vétérans contre la guerre ». La question clé de ce débat de 90 minutes était les affirmations de M. Kerry concernant les crimes que les troupes américaines auraient commis au Vietnam. Aujourd'hui, alors que le sénateur Kerry apparaît comme le candidat démocrate présumé, je veux rouvrir ce débat. Le hasard veut que John Kerry et moi ayons successivement dirigé le même bateau au Vietnam, j'ai pris sa suite après son controversé passage de quatre mois à ce poste. En dépit de notre expérience commune, je reste convaincu de ce que je croyais, il y a 33 ans : les propos de Kerry concernant des crimes de guerre commis par l'armée américaine étaient des exagérations ou des déformations de la vérité utilisées à des fins électorales. Ce sont ces représentations qui ont donné une fausse image de l'action des États-Unis au Vietnam. Ni moi, ni aucun homme avec lesquels j'ai servi, n'avons commis d'atrocité ou de crimes de guerre. Nous avons même subi des pertes parce que nous ne voulions pas utiliser notre puissance maximale.
Lors de notre débat de 1971, j'avais exigé de Kerry des preuves de ce qu'il avançait, mais il n'en a jamais fourni. Aujourd'hui, il refuse la réédition de son livre *The New Soldier*, dans lequel il insultait l'armée. Comment un homme qui accuse ses camarades de crime pourrait-il devenir commandant en chef ?
Depuis 1971, j'ai refusé beaucoup d'offres d'opposants à Kerry me demandant de m'attaquer à lui. Aujourd'hui, c'est sans que personne ne me le demande que je le fais car il n'est pas l'homme adéquat à mettre au pouvoir.

James Woolsey, Rachel K. Belton

James Woolsey est ancien directeur de la CIA (1993-1995). Il est fondateur de la Foundation for the Defense of Democracies,

« Nous devons faire face aux "effets papillon" dans un monde interconnecté »

Source : Los Angeles Times
Référence : « We Must Face a Connected World's 'Butterfly Effect' », par James Woolsey et Rachel K. Belton, *Los Angeles Times*, 5 mai 2004.

Il y a trois semaines, un oiseau qui s'était posé sur une ligne à haute tension alimentant l'aéroport international de Los Angeles a provoqué un black out de

un think-tank néo-conservateurs fondé après le 11 septembre. Pendant plusieurs années, il fut le mentor de l'Iraqi National Congress.

Rachel K. Belton est directrice pour le commerce, la sécurité et les programmes de développements de la Nathan Hale Foreign Policy Society

10 secondes qui a entraîné l'annulation de 410 vols et le retard d'une centaine. Cette sensibilité aux évènements qui peuvent paraître anecdotiques est symptomatique de notre monde interconnecté, c'est ce qu'on appelle « l'effet papillon ».

Cette interconnexion, née de la mondialisation, nous expose à de nouvelles menaces. Certaines sont intentionnelles, d'autres non, mais les systèmes interdépendants sont surtout vulnérables aux attaques volontaires. Le 11 septembre a vu des terroristes profiter des outils du monde interdépendant pour bénéficier d'un effet multiplicateur des conséquences de leurs actes. Il ne faut cependant pas traiter les menaces volontaires et involontaires selon des stratégies différentes car les attaques volontaires peuvent exploiter les dysfonctionnements involontaires.

Imaginez ce qu'aurait été le 11 septembre s'il avait eu lieu au moment du *black out* de New York, dans le noir total et avec les hôpitaux fonctionnant avec les générateurs de secours. Al Qaïda a montré qu'il savait exploiter les failles de notre monde interdépendant. Il faut donc repenser les infrastructures des États-Unis et comme celles-ci sont à 85 % privées, il faut accroître la collaboration entre les secteurs privé et public.

Robert Kagan

Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à

« Les Etats-Unis en quête d'une nouvelle légitimité »

Source : Le Figaro

Référence : « Les Etats-Unis en quête d'une nouvelle légitimité », par Robert Kagan, *Le Figaro*, 5 mai 2004. Ce texte est adapté d'extrait du livre *Le Revers de la puissance, les Etats-Unis en quête de légitimité*, paru le jour même en France.

Durant la campagne de l'an 2000, Condoleezza Rice avait raillé l'administration Clinton pour sa supposée perpétuelle recherche d'approbation du plus grand nombre d'États et d'institutions pour exercer son pouvoir. Il est apparu par la suite que l'administration Bush cherchait elle aussi cette approbation et qu'elle a été la chercher elle aussi au Conseil de sécurité de l'ONU. Finalement, l'administration s'est dispensée du soutien de la France et de l'Allemagne, mais elle a estimé qu'elle ne pouvait pas se passer de la Grande-Bretagne. Son soutien n'était pas essentiel militairement, mais cela conférait un vernis de légitimité internationale à l'action des États-Unis. La population américaine y tenait et l'administration a quand même pâti du fait qu'elle n'ait pas réussi à rassembler davantage de pays européens autour d'elle.

Si l'Europe compte, c'est parce qu'elle représente avec l'Amérique le cœur du monde démocratique libéral. La politique étrangère américaine est poussée par le libéralisme qui caractérise le pays à rechercher une plus grande harmonie avec l'Europe, sous réserve bien sûr que les Européens veuillent et puissent créer les conditions d'une telle harmonie. Dans le cas contraire, les États-Unis auront un problème car on voit mal comment ils pourront disposer d'une légitimité sans l'approbation du monde démocratique. Militairement, les États-Unis peuvent agir seuls. Économiquement, ils pourraient, à la limite,

l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

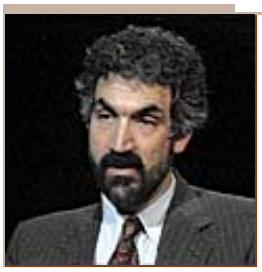
reconstruire l'Irak seuls. Mais le peuple américain voudra-t-il et pourra-t-il indéfiniment financer à la fois des actions militaires et le fardeau des occupations qui en découlent tout en étant accusé continuellement d'illégitimité par ses alliés démocratiques les plus proches ? On peut en douter.

Les Américains ont toujours été très sensibles à ce que pense d'eux le reste du monde, surtout le monde libéral. Les États-unis veulent agir dans l'intérêt de l'humanité et ils cherchent donc à aider cette fraction de l'humanité qui partage leurs principes libéraux. La manière dont les États-Unis se comportent en Irak est à cet égard capitale car, outre l'avenir du pays et de la région, c'est la réputation des États-Unis qui est en jeu. Ils seront jugés à l'aune des progrès qu'ils feront faire à la cause du libéralisme ou, au contraire, à la seule poursuite de leurs intérêts. Cette idée a été développée par Henry Kissinger qui a bien pointé la responsabilité particulière des États-Unis sur le monde et la nécessité d'expliquer que la guerre préventive en Irak était dans l'intérêt de l'humanité entière et pas seulement dans le leur.

Le respect des principes libéraux nous donnera une légitimité car les Européens ne pourront pas rejeter leurs principes indéfiniment, même si pour l'instant ils sont surtout attachés au renforcement de l'ordre juridique international. La promotion des idéaux libéraux doit s'accompagner d'une refonte des relations transatlantiques dans le cadre de l'OTAN. Les États-Unis doivent prendre davantage en compte les intérêts et les craintes de leurs alliés démocratiques et un certain droit de regard des Européens sur l'usage de leur puissance. Malheureusement, ce nouveau partenariat ne pourra pas avoir lieu s'il n'existe pas une convergence de vue sur les menaces auxquelles nous faisons face et les moyens à déployer pour les combattre. Or, sur ce point, nous assistons à un schisme philosophique entre les deux côtés de l'Atlantique et il pourrait finir par l'emporter sur le fond commun.

Il ne pourra y avoir de solution à la crise de légitimité des États-Unis tant que ce schisme ne sera pas résolu et que l'on ne se sera pas entendu sur la menace terroriste et celle des armes de destruction massive. Malheureusement, les Européens sont plus obsédés par la crainte de l'unipolarité américaine que par ces menaces. Cette situation affaiblit la cause libérale dans le monde.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador

« Un homme fort irakien est-il en train d'émerger ? »

Source : Jerusalem Post
Référence : « Is an Iraqi strongman emerging ? », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 5 mai 2004.

La guerre de volonté opposants les déterminations irakienne et américaine à Faludja devrait tourner à l'avantage des Irakiens car ils ne supportent pas l'idée d'être dirigés par des Américains et parce qu'ils sont plus préoccupés par leur pays que ne le sont les Américains. Le raisonnement de l'administration Bush doit être le même car elle a abandonné son objectif d'un Irak libre et pacifique et les forces de la Coalition se préparent à quitter le pays dès que possible. Dès

Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : *« Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington »*. Il a participé au sommet de Jerusalem.

lors, quelle est la moins mauvaise des options ?
Il faut un gouvernement central irakien contrôlant l'intégralité du territoire, contenant les idéologies radicales et les tensions ethniques et qui n'attaquera pas ses voisins. Il devra assurer une liberté raisonnable, permettre le développement culturel et économique, fournir du gaz et du pétrole au monde extérieur et faire évoluer son pays vers plus de participation politique de la population. Cela fait un an que je réclame l'arrivée en Irak d'un homme fort, orienté en faveur de la démocratie. Il faut qu'il combine différents facteurs : ne pas avoir commis d'atrocités sous Saddam Hussein, ne pas avoir une idéologie radicale, avoir du prestige social, avoir accès aux leviers du pouvoir et une base de pouvoir qui n'est pas fondé sur une seule ethnie.
La semaine dernière un tel homme est apparu : l'ex-Major Général Jassim Mohammed Saleh al-Dulaimi qui dirige l'armée protectrice de Faludjah, une nouvelle force irakienne travaillant avec la Coalition pour éviter les confrontations avec les insurgés. Il a livré quelques rebuffades verbales aux États-Unis et est entré dans Faludjah avec l'ancien drapeau irakien, cela semble-t-il l'a rendu populaire. Toutefois, selon le général Myers, ce n'est pas lui qui sera le prochain chef de la garde de Faludjah, mais Mohammed Latif. Il semble que la bataille pour la place d'homme fort ait déjà commencé.

Alfred Stepan, Aqil Shah

Alfred Stepan est professeur d'études gouvernementales à l'université de Columbia, spécialisé sur les questions de démocratisation.

Ancien chercheur de l'International Crisis Group au Pakistan, Aqil Shah est chercheur à la National Endowment for Democracy et à l'Henry L. Stimson Center.

« Le vrai rempart du Pakistan »

Source : Washington Post
Référence : « Pakistan's Real Bulwark », par Alfred Stepan et Aqil Shah, *Washington Post*, 5 mai 2004.

Les situations en Afghanistan et en Irak ont fait naître, sans surprise, de sérieux doutes au Moyen-Orient, et même aux États-Unis, sur la capacité de Washington à soutenir la démocratisation. Dans ces conditions, il est important de démontrer nos capacités dans ce domaine, surtout dans les pays musulmans et notamment au Pakistan.
Richard L. Armitage a qualifié Pervez Musharraf de « bon homme à la bonne place » et W. Bush a demandé au Congrès un nouvel accroissement de l'aide économique au Pakistan. Pourtant, le Pakistan a contribué aux programmes nucléaires de l'Iran, de la Corée du Nord et de la Libye, mais Washington reste persuadé que les militaires pakistanais sont le seul rempart contre l'islamisme. Avant que le Congrès n'accepte de financer ce « rempart », il serait bon de considérer ceci : en 1993, lors des élections nationales, les islamistes obtinrent neuf sièges sur deux cent dix-sept, en 1997 ils n'en avaient plus que deux, mais aux dernières élections, organisées trois ans après le coup d'État des militaires, ils en ont eu quarante-cinq. Dans la province stratégique longeant l'Afghanistan, il en ont même obtenus quarante-huit sur quatre-vingt dix-neuf. Les militaires et Musharraf ont contribué à cette situation en interdisant les rassemblements des partis démocratiques, mais pas ceux des islamistes. Il a également été décidé qu'il fallait posséder un diplôme pour se présenter, ce qui avantage les étudiants des madrasas. Les militaires soutiennent les islamistes,

mais l'essentiel des aides états-uniennes vont à l'armée et pas à l'éducation alors que c'est le manque de moyens qui pousse les parents à envoyer leurs enfants dans les écoles religieuses.
Si les islamistes progressent au Pakistan et que la démocratie y est faible, c'est parce qu'aucun gouvernement démocratiquement élu n'a terminé son mandat en 56 ans d'existence du pays.

Uri Avnery

Uri Avnery est cofondateur de Gush Shalom, un mouvement demandant un retour aux frontières de 1967 et la partition de Jérusalem. Il et a été membre du mouvement Irgun dans les années 40. Il écrit fréquemment pour le journal Ma'ariv.

« Sharon a peut-être aidé à créer un monstre : le mouvement des colons israéliens »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Sharon May Have Helped Create a Monster -- Israel's Settler Movement », par Uri Avnery, *Los Angeles Times*, 5 mai 2004.

La légende du Golem raconte comment un rabbin de Prague créa un homme artificiel à base d'argile et lui donna la vie en mettant dans sa bouche un papier portant le vrai nom de Dieu. Le Golem rendit de nombreux services et défendit la communauté juive de Prague, mais un jour il se retourna contre ses maîtres et il sema la destruction et la ruine. Sharon n'est pas rabbin, mais il a aussi créé un golem : le mouvement des colons dans les territoires occupés.
Il était sûr que les colons le serviraient. Il avait tout fait pour eux : il a mis tous les services de l'État à leur service, il les a défendus depuis le début des années 70, il a renversé toutes les oppositions, il leur a donné des dizaines milliards de dollars et a fait passer des lois en leur faveur. Dans ces conditions, il n'a jamais pensé que les colons s'opposeraient à lui sur son plan de retrait de Gaza alors qu'il préconisait l'abandon de quelques colonies afin de sauvegarder 80 % d'entre elles et de les rattacher à Israël. Le Golem, une fois le morceau de papier dans sa bouche a développé sa propre logique.
Sharon ne respectait pas les colons car on ne respecte pas ce qu'on a construit soi-même, et il n'a pas réalisé leur puissance. Bien qu'ils ne soient que 4 % de la population israélienne, ils ont aujourd'hui des postes clé dans l'armée, des fonds énormes et le soutien de multimillionnaires juifs américains et de groupes évangélistes. La vraie question est : pourquoi a-t-il demandé le vote des membres du Likoud alors que c'est là qu'ils sont les plus puissants ?
L'organisation totalitaire des colons (ce n'est pas une image, ce mouvement demande une foi et un engagement total à sa cause) a fait voter contre le plan que l'orgueilleux général croyait avoir déjà fait admettre. Ce référendum a cependant un grand avantage pour Israël : il a rendu le Golem visible.